

comaguer
Bulletin 695
27.09.2026

Souiller l'ONU

Ça suffit !

Une nouvelle fois le premier ministre israélien est venu déverser à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies ses propos incompatibles avec la charte des Nations Unies. Le fait que la majorité des délégués présents aient quitté la salle quand il a pris la parole n'est qu'une bien maigre satisfaction.

Il reste que par sa bouche les sionistes viennent à la face du reste du monde affirmer une nouvelle fois qu'ils sont et entendent bien rester « comme chez eux » par la violence et par le meurtre sur tout le territoire de la Palestine, au Liban et en Syrie.

L'ONU va-t-elle encore longtemps se laisser sans réagir piétiner par un Etat à qui elle a en fait laissé la bride sur le cou depuis 1948 ?

Il faut se souvenir qu'en d'autres temps l'ONU avait su rappeler à l'ordre un Etat membre raciste qui violait ouvertement sa charte.

Nous sommes en 1974. L'état d'Afrique du sud pratique sa politique d'apartheid depuis 1948 . L'African National Congress (ANC) qui s'y oppose est mis hors la loi et passe à la lutte armée. Au début des années 70 la lutte contre l'apartheid rencontre un écho international de plus en plus fort et en 1973 l'ONU reconnaît l'ANC comme représentant du peuple sud-africain opprimé.

Conséquence : Le 30 septembre 1974 l'Assemblée générale de l'ONU refuse la présence de la délégation officielle du gouvernement d'apartheid.

Le 30 octobre de la même année le Conseil de sécurité saisi par 4 pays : Kenya, Mauritanie, Cameroun, Irak d'une demande d'exclusion de l'Afrique du Sud de l'ONU la vote . Le veto des 3 puissances occidentales : France, Royaume uni et États-Unis bloque la mesure,

Le 12 Novembre sur proposition de la Tanzanie l'assemblée générale suspend l'Afrique du Sud de tous les travaux de l'ONU

Votent Pour : 91 Pays

Afghanistan, Algérie Angola Argentine, Arabie Saoudite Australie, Autriche, Bahamas Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bhoutan, Bolivie, , Bulgarie, Birmanie, Burundi, Biélorussie , , Cap Vert, Tchad,, Chine , Congo, , Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Dahomey, Yémen, Danemark, République Dominicaine, , Égypte, El Salvador, Éthiopie, Gambie, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, , Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Laos, Liban, Lesotho, Liberia, Libye, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Mexico, Mongolie, Maroc, Népal, Nicaragua, Niger, Nigeria, , Oman, Pakistan, Panama, Papouasie Nouvelle Guinée, Pérou, , Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Sri Lanka, Soudan, Swaziland, Syrie, Tanzanie, Thaïlande, Togo, Trinidad et Tobago, Tunisie, Ouganda, Ukraine, Émirats arabes Unis, Royaume Uni, Haute-Volta, Uruguay, Vietnam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre et Zambie.

Clairement le camp des décolonisés plus les démocraties populaires et quelques amis neutralistes

Votent Contre :

Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne Finlande, France, Islande, Irlande, Israël, Italie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Nouvelle Zélande, Norvège, Portugal, , Suède, Turquie Royaume Uni et États-Unis,

C'est le monde blanc colonisateur et son leader

19 s'abstiennent) :

Botswana, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur, Fidji, Gabon, Grèce, Guatemala, Honduras, Côte d'Ivoire, Japon, Malawi, Maurice, Philippines et Venezuela.

Ce sont des néo colonisés, indépendants formellement. Notons que certaines ex-colonies françaises restent ainsi sous tutelle diplomatique à l'ONU et votent « comme le patron ».

Conséquence : l'Afrique du Sud est suspendue et le restera pendant 20 ans après que se soient tenues les premières élections libres de 1994.

A défaut d'une exclusion une suspension d'Israël constituerait une sanction minimale d'un Etat dont les actions barbares contre les palestiniens à Gaza sont connues du monde entier.

Il manque à cette opération une autorité palestinienne légitime ce qu'elle n'est plus aujourd'hui puisqu'elle n'a pas été réélue depuis 2006. Cette perte de légitimité s'est traduite par le refus par les États-Unis de visa à Mahmoud Abbas

pour participer à l'Assemblée générale 2026 .Son intervention en vidéo était une bien médiocre consolation.

La reconnaissance de l'État palestinien reste formelle tant que n'existe pas un gouvernement qui le représente. L'exemple de l'Afrique du Sud est important : une fois reconnu officiellement le représentant du peuple colonisé et opprimé, les sanctions internationales contre le colonisateur qui ne représente plus le peuple colonisé peuvent suivre.

Les prochaines élections palestiniennes fixées au 28 Novembre devraient permettre de faire sauter cet obstacle et ouvrir à des sanctions concrètes contre l'État sioniste pour tous les crimes qu'il a commis en Palestine sans même parler de toutes les destructions.

A ce propos la CNUCED vient de publier un document détaillé qui chiffre les destructions à Gaza depuis le 7 Octobre 2022 à 71 milliards de dollars. Les États-Unis qui ont payé la destruction en armant et finançant Israël et qui ont un budget militaire annuel de plus de 2000 milliards de dollars peuvent et doivent payer.